

DÉCLARATION SUR L'ESCLAVAGE MODERNE 2024

CERTAINTY | INGENUITY | ADVANTAGE

 **computershare**

CONTENU

Message du président directeur général 2

À propos de notre déclaration..... 3

Notre organisation et chaîne logistique 4

Notre approche de la gestion des risques..... 8

Comprendre et évaluer les risques de l’esclavage moderne dans nos opérations
et notre chaîne logistique..... 9

Répondre à nos risques d’esclavage moderne..... 13

Évaluer l’efficacité de nos actions 15

Regard vers l’avenir 16

Annexe A 17

Annexe B 18

MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



Computershare s'engage à faire ce qu'il faut et à soutenir ses employés, clients et communautés, ce qui constitue le fondement de notre approche environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Nous pensons que notre entreprise a un rôle important à jouer dans la défense et la protection des droits de l'homme et notre politique mondiale en matière de droits de l'homme et notre politique ESG reflètent notre engagement à agir avec intégrité dans toutes nos transactions et relations commerciales.

Nous considérons nos façons de travailler « Being Purple » comme une plateforme solide et éthique pour nos processus et procédures. Tous nos employés, des nouveaux venus aux cadres supérieurs, sont formés à ce sujet et font l'objet d'une communication régulière sur toutes ces politiques et sur nos attentes à leur égard.

Computershare est classée comme une entreprise de services professionnels et nous avons évalué notre exposition globale au risque d'esclavage moderne comme étant faible, nous sommes déterminés à faire en sorte que nos opérations et notre chaîne logistique ne contiennent aucun incident d'esclavage moderne et à faire preuve de transparence dans la manière dont nous gérons nos risques. Des contrôles ont été mis en place pour identifier et gérer les secteurs de risque, et continuer à développer et à investir, spécialement en ce qui concerne les contrats et les partenariats commerciaux avec les fournisseurs et les tiers, comme vous le verrez plus loin dans cette déclaration.

Notre cinquième Déclaration sur l'esclavage moderne définit les systèmes efficaces d'atténuation et de gestion que nous avons mis en place pour faire face aux risques spécifiques de l'esclavage moderne dans nos opérations et notre chaîne logistique.

Pendant l'exercice 2024, nous avons pris une série de mesures importantes pour améliorer notre approche :

Poursuite de l'intégration de notre code de conduite des fournisseurs

Computershare s'attend à ce que ses fournisseurs fassent des affaires d'une manière éthique et partagent les mêmes engagements en soutenant les droits de la personne, y compris l'élimination de l'esclavage moderne dans sa propre organisation et chaîne logistique.

En juin 2023, nous avons publié notre [Code de conduite des fournisseurs](#), qui décrit les normes d'intégrité et d'éthique, droits de la personne, travail, pratiques sociales et environnementales que nous attendons de nos fournisseurs. Tous les nouveaux fournisseurs sont invités à se conformer au Code de conduite des fournisseurs dans le cadre de leur intégration, et du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024, nous avons intégré plus de 350 nouveaux fournisseurs qui ont confirmé leur engagement à respecter notre code.

Mise à jour de notre Politique de remédiation et des normes pertinentes

Computershare s'engage à veiller à ce que, s'il s'avère que nous avons causé des cas d'esclavage moderne, y avons contribué ou y avons été liés d'une manière ou d'une autre, un plan de remédiation soit mis en œuvre pour y faire face. Pendant l'exercice 2024, Computershare a examiné et mis à jour sa

Politique de remédiation en matière d'esclavage moderne et a aussi implémenté une Norme mondiale sur l'esclavage moderne. La Norme sur l'esclavage moderne complète les Politiques de remédiation en matière de droits de l'homme et d'esclavage moderne de Computershare et définit les normes que nous appliquons pour gérer le risque que l'esclavage ou la traite des êtres humains se produisent dans nos opérations ou dans celles des personnes impliquées dans notre chaîne logistique.

Formation à l'esclavage moderne pour notre personnel

Nous contrôlons, rapportons et gérons les taux d'achèvement des formations obligatoires dans le cadre de notre gouvernance en matière de formation. Pendant l'exercice 2024, plus de 99 % du personnel admissible a complété nos modules de cours en ligne obligatoires sur les droits de la personne, les mesures de lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Certaines fonctions au sein de notre entreprise requièrent une compréhension additionnelle des risques de l'esclavage moderne. Au cours de l'exercice 2024, les membres des équipes Approvisionnement, Installations, Recrutement et Personnel, ainsi que ceux impliqués dans l'achat de produits TI et notre groupe de travail sur l'esclavage moderne, ont participé de nouveau à une formation renforcée contre l'esclavage moderne par le biais de Unseen, un prestataire de formation spécialisé. Plus de 50 employés ont complété les modules, y compris 20 employés du personnel d'approvisionnement qui ont suivi une formation additionnelle.

Demeurer éthique et honnête dans nos pratiques d'affaires est notre priorité absolue et nous avons identifié les domaines d'intervention suivants pour l'exercice 2025 :

Amélioration continue de la gestion des fournisseurs

Maintenant que notre Code de conduite a été publié, nous nous attachons à intégrer davantage ce code dans nos processus d'approvisionnement. Nous demandons aux fournisseurs existants (au moment de l'examen périodique et/ou du renouvellement du contrat) de se conformer à notre code ou de confirmer qu'ils ont leur propre code qui répond à nos normes minimales. À ce jour, plus de 660 de nos fournisseurs l'ont fait et cela restera un domaine d'intérêt pour l'exercice 2025.

Améliorer nos indicateurs de risque

Au cours de l'exercice 2025, nous améliorerons nos indicateurs de risque pour inclure des indicateurs sur l'esclavage moderne dans le cadre de nos activités. Ces indicateurs feront partie de nos processus standard d'établissement de rapports sur la mesure des risques et de gouvernance, y compris la supervision de la direction générale.

Nous demeurons déterminés à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons directement ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services, et à être transparents dans la manière dont nous gérons les risques de l'esclavage moderne.

Stuart Irving,
président directeur général

À PROPOS DE NOTRE DÉCLARATION

Cette Déclaration moderne sur l'esclavage moderne a été préparée par Computershare Limited en son nom propre et au nom des entités qu'elle contrôle. Elle se conforme aux exigences de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018, de la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et la Loi canadienne relative à la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes logistiques de 2023 et s'applique à l'exercice clos le 30 juin 2024. Elle a été approuvée par le conseil d'administration de Computershare Limited le 18 décembre 2024 par chaque entité déclarante australienne¹ le 13 décembre 2024, chaque entité déclarante britannique² le 17 décembre 2024 et chaque entité et déclarante canadienne³ les 17 et 18 décembre 2024. Le conseil de chaque entité déclarante australienne, britannique et canadienne a été consulté et a eu l'occasion d'examiner et de commenter la Déclaration avant sa publication.

La déclaration a été préparée en consultation avec les entités de Computershare par la mise en place d'un groupe de travail interfonctionnel coordonné à l'échelle mondiale, composé de cadres supérieurs et de membres du personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise.

Cette déclaration est effectuée conformément à :

- (i) La section s14 de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018 (Cth) et représente aussi la Déclaration des entités déclarantes australiennes sur l'esclavage moderne pour l'exercice clos le 30 juin 2024 ;
- (ii) La section 54 de la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et représente aussi la Déclaration des entités déclarantes britanniques sur l'esclavage moderne pour l'exercice clos le 30 juin 2024 ; et
- (iii) La partie (2) de la loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement pour la période se terminant le 30 juin, et fournit un rapport au ministre sur les mesures prises par les entités déclarantes canadiennes, pendant la période de douze mois avant l'échéance du rapport annuel au 31 mai de chaque année, afin de prévenir et de réduire le risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants à n'importe quelle étape de la production des biens au Canada ou ailleurs par les entités déclarantes canadiennes ou de biens importés au Canada par les entités déclarantes canadiennes.

Une liste complète des entités contrôlées auxquelles se rapporte la présente Déclaration figure sur le Rapport annuel de l'exercice financier 2024 de Computershare.

1 Cette déclaration s'applique aux différentes entités du groupe Computershare aux fins de la loi et a été approuvée par les conseils de chacune de ces entités : Computershare Investor Services Pty Limited, Computershare Communication Services Pty Limited, Registrars Holdings Pty Limited, CDS International Pty Limited, ACN 080 903 957 Pty Ltd and ACN 081 035 752 Pty Ltd

2 Computershare Investor Services plc, Computershare Technology Services (UK) Limited, Homeloan Management Limited and Topaz Finance Limited

3 Cette déclaration s'applique uniquement à Computershare Canada, qui concerne Computershare Trust Company of Canada (« CTCC ») et Computershare Investor Services Inc. (« CISI ») et conjointement avec CTCC, les « Entités déclarantes canadiennes ») et régit les activités de toutes ces entités déclarantes canadiennes.

NOTRE ORGANISATION ET CHAÎNE LOGISTIQUE

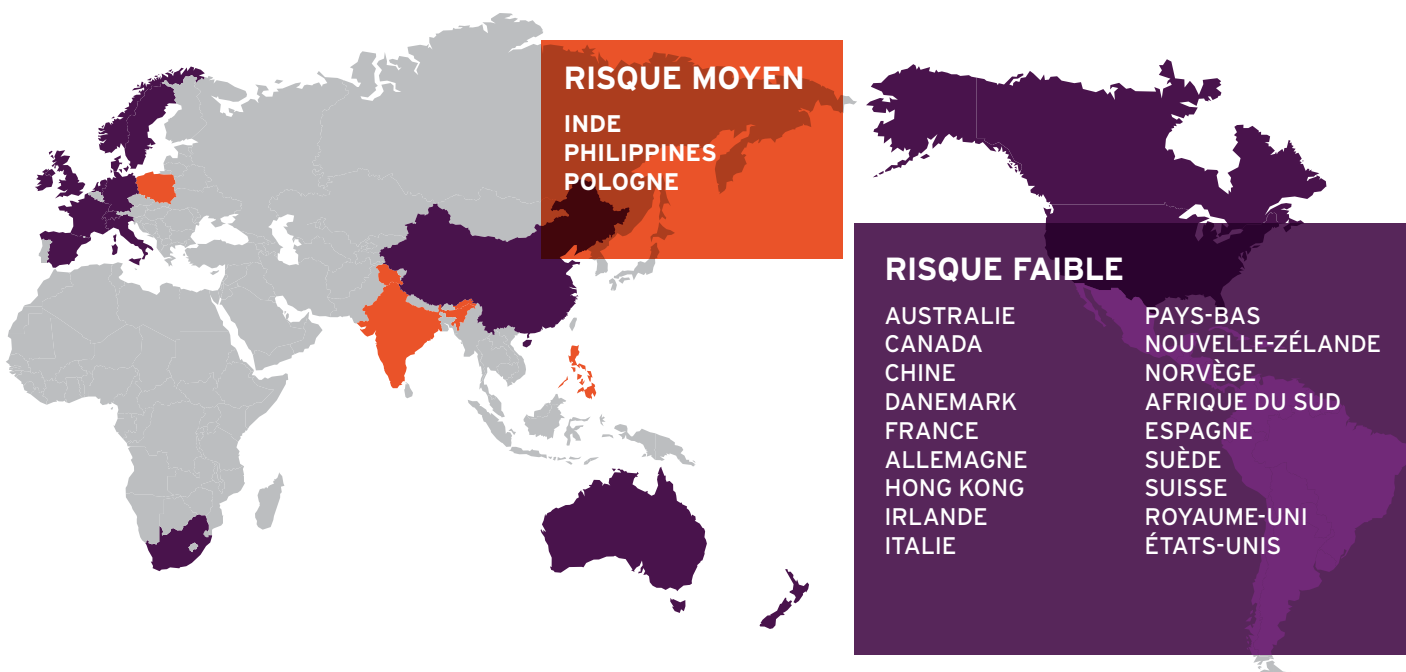
Fondé en 1978, le groupe Computershare est un chef de file sur le marché des agences de transfert et d'enregistrement d'actions, les plans de participation des employés, la sollicitation de procurations et la communication des parties prenantes. Nous nous spécialisons dans les domaines de la fiducie d'entreprise, les services hypothécaires et une gamme d'autres services financiers et de gouvernance diversifiés.

Computershare est reconnue pour son expertise dans la gestion de données à haute intégrité, le traitement et le rapprochement d'un grand nombre de transactions, les paiements et

l'engagement des parties prenantes. De nombreuses organisations parmi les plus importantes au monde font appel à nous pour rationaliser et maximiser la valeur des relations avec leurs investisseurs, leurs employés et leurs clients.

Computershare est représentée dans tous les principaux marchés financiers et compte plus de 12 000 employés dans plus de 20 pays. Computershare est également cotée à la Bourse des valeurs australiennes dans le secteur industriel et le groupe d'industries : Services commerciaux et professionnels.

EMPLACEMENTS ET STATISTIQUES CLÉS DE COMPUTERSHARE



Source : Rapport 2023 sur l'indice mondial du risque d'esclavage

Les îles anglo-normandes, où Computershare a aussi un bureau, ne sont pas cotées dans le Rapport sur l'indice mondial du risque d'esclavage.



OÙ NOUS FOURNISSONS DES SERVICES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ - VUE D'ENSEMBLE

Aux fins de communication de l'information de gestion et de gestion des risques, les entreprises en exploitation de Computershare sont structurées dans les domaines suivants :

	Australie	Canada	Îles anglo-normandes	Chine	Danemark	France	Allemagne	Hong Kong	Irlande	Inde	Italie	Pays-Bas	Norvège	Nouvelle-Zélande	Philippines	Pologne	Afrique du Sud	Espagne	Suède	Suisse	Royaume-Uni	États-Unis	
Services aux émetteurs 1 815 employés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services de communication 823 employés	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓					✓								✓	✓
Régimes d'actionariat des employés 1 187 employés	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services hypothécaires et services de location de propriétés 1 109 employés									✓													✓	
Fiducie d'entreprise de Computershare 2 645 employés		✓								✓													✓

ÉMETTEUR SERVICES

Tenue des registres, opérations sur titres, gestion des relations avec les parties prenantes, gouvernance d'entreprise et services connexes

SERVICES DE COMMUNICATION

Composition et impression de documents, publipostage intelligent, automatisation des processus de réception, numérisation et livraison électronique, et administration des services publics

RÉGIMES D'ACTIONNARIAT DES EMPLOYÉS

Fourniture de services administratifs et connexes pour les régimes d'actionariat et d'options des employés, ainsi que de la gestion des bons de garde d'enfants au Royaume-Uni

SERVICES HYPOTHÉCAIRES ET SERVICES DE LOCATION DE PROPRIÉTÉS

Services hypothécaires et activités connexes, ainsi que des services de protection des obligations locatives

FIDUCIE D'ENTREPRISE DE COMPUTERSHARE

Services de fiducie et d'agence dans le cadre de la gestion des titres de créance aux États-Unis et au Canada

Statistiques au 30 juin 2024. Les statistiques des employés comprennent les équivalents temps plein (employés directs uniquement) et excluent la technologie/les opérations (3 464 employés) et les services partagés (1 338 employés).

En mai 2024, Computershare a vendu ses services hypothécaires aux États-Unis.

Ces entreprises en exploitation sont soutenues par des fonctions d'entreprise et de services partagées, dont les services technologiques, les finances, le risque et la conformité, le personnel, l'audit interne et le service juridique. Notre activité se fait à partir du bureau mais avec une certaine flexibilité pour le travail hybride et à distance le cas échéant. Nous disposons également d'installations d'impression et de courrier pour nos activités de services de communication et de fiducie d'entreprise.

Nous avons une chaîne logistique diversifiée où les biens et les services sont obtenus par nos équipes d'approvisionnement dans sept catégories principales : impression, courrier et affranchissement, assurances et avantages sociaux, technologie, marchés financiers et services professionnels, services gérés et extraterritoriaux, services liés aux installations et services d'acquisition de talents.

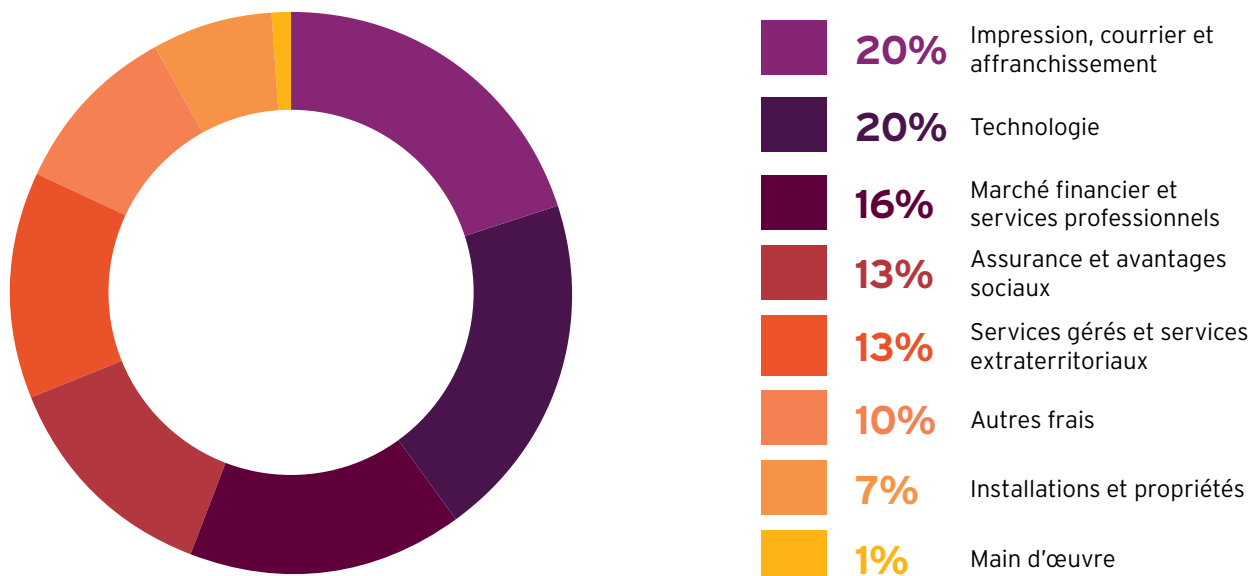
L'image ci-dessous présente les types de produits et de services achetés pour chaque catégorie par nos 300 principaux fournisseurs (85 % de la dépense globale) et les produits dans lesquels ils sont achetés.

CATÉGORIES D'APPROVISIONNEMENT	EXEMPLES DE BIENS ET DE SERVICES PROCURÉS	PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS
Impression, courrier et affranchissement	Papier, enveloppes, coursiers et services postaux	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Allemagne, Irlande, Jersey, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Suisse, États-Unis, Royaume-Uni
Assurance et avantages sociaux	Soins médicaux, assurance sociale, assurance	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Jersey, Irlande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Technologie	Logiciels, télécommunications, services de soutien informatique, matériel technologique	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Irlande, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Marché financier et services professionnels	Services de conseil et autres services professionnels, services de compensation, frais de change et de courtage	Australie, Chine/Hong Kong, Jersey, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Services gérés et services extraterritoriaux	Services de soutien opérationnel de post-marché, développement technologique, services en nuage	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Installations et propriétés	Location, aménagement de bureaux, équipement de bureau, papeterie, mobilier et services sur place tels que le nettoyage, la restauration et l'entretien des propriétés	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Irlande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Services d'acquisition de talents	Agences de recrutement	Australie, Canada, Irlande, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis

Au cours de l'exercice 2024, nous avons effectué des transactions avec plus de 3 172 fournisseurs différents, avec 85 % de nos dépenses auprès de nos 300 premiers fournisseurs et 54 % de ces dépenses aux États-Unis. Nos dépenses les plus élevées sont l'impression, le courrier, les services postaux et la technologie. Le graphique ci-dessous contient le détail des dépenses de nos 300 meilleurs fournisseurs par catégorie d'approvisionnement.

DÉPENSES DES FOURNISSEURS PAR CATÉGORIE

D'APPROVISIONNEMENT AU NIVEAU MONDIAL



NOTRE APPROCHE DE LA GESTION DES RISQUES

Computershare considère qu'une gestion efficace des risques est essentielle pour atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels et fondamentale pour protéger sa réputation et la valeur actionnariale. Computershare s'est engagée à faire en sorte que la gestion des risques soit une capacité essentielle et fasse partie intégrante des activités de l'organisation et a donc élaboré un cadre de gestion des risques de l'entreprise (GRE).

Le cadre de GRE définit la structure et l'ensemble des risques pertinents pour toutes les entreprises. Ils comprennent le risque lié aux fournisseurs et aux contreparties, qui se définit comme le risque que les fournisseurs ou les contreparties ne fournissent pas les services contractuels, promis et attendus. Les déclarations d'appétit pour le risque sont approuvées par le conseil d'administration de l'entité mère du groupe, Computershare Limited, et ces déclarations fixent le niveau de risque que l'entreprise est prête à tolérer pour chaque secteur de risque. Elles sont révisées régulièrement afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes pour gérer le montant total des risques que nous sommes prêts à prendre dans la poursuite de nos objectifs commerciaux, dans le cadre de seuils acceptables déterminés par le conseil d'administration. Computershare a une faible appétence pour les risques liés aux fournisseurs et aux contreparties.

Le cadre de GRE soutient la réalisation des objectifs de Computershare en adoptant une approche systématique, cohérente et pragmatique de l'identification, de l'analyse, de l'atténuation et de la communication des risques et des contrôles dans des limites de tolérance acceptables. Le cadre de GRE est tourné vers l'avenir et est conçu pour conduire à une prise de décision proactive et, en fin de compte, contribuer à l'amélioration de la performance de Computershare. Le cadre de GRE a pour but de fournir un aperçu de haut niveau de l'approche de Computershare à la gestion du risque qui peut s'appliquer aux différents environnements commerciaux à l'échelle mondiale et à tous les types de risques en soulignant :

- › les principes de gestion des risques associés à l'identification, à l'évaluation et au traitement des risques ;
- › un langage commun, des définitions et outils pour soutenir la gestion du risque ; et
- › une structure de gouvernance, incluant les rôles et responsabilités en matière de gestion et de suivi des risques.

Un examen de la politique de gestion des risques et du cadre de GRE est coordonné par le Groupe de risque global (GRG) sur une base annuelle. Il implique les principales parties prenantes des unités commerciales et technologiques de Computershare et est approuvé par le conseil d'administration de Computershare Limited.

Computershare applique un modèle strict de gestion des risques fondé sur trois lignes de défense. Il est soutenu par des définitions claires des rôles et responsabilités en matière de gestion des risques. Le personnel est formé et informé régulièrement en fonction du modèle et de ses responsabilités spécifiques.

Afin de développer une compréhension du risque, Computershare prend en compte à la fois les conséquences du risque (impact) et la probabilité que ces conséquences se produisent.

COMPRENDRE ET ÉVALUER LES RISQUES DE L'ESCLAVAGE MODERNE DANS NOS OPÉRATIONS ET NOTRE CHAÎNE LOGISTIQUE

En comprenant et en évaluant les risques de l'esclavage moderne dans ses opérations et sa chaîne logistique, Computershare a pris en compte les principes directeurs des Nations unies comme base de référence :

- > Une entreprise peut avoir un impact sur les droits de la personne si ses propres actions ou omissions sont directement à l'origine de cet impact ;
- > Une entreprise peut contribuer à avoir un impact sur les droits de la personne si ses actions ou omissions contribuent à ce qu'une autre partie soit à l'origine de l'impact (par exemple, en l'incitant à le faire) ; et
- > Une entreprise peut être directement liée à un impact sur les droits de la personne par une autre entité avec laquelle elle entretient des relations commerciales par le biais de ses opérations, de ses produits ou de ses services.

L'esclavage moderne décrit des situations dans lesquelles les auteurs utilisent la coercition, les menaces ou la tromperie pour exploiter les victimes et porter atteinte à leur liberté. Les pratiques spécifiques qui constituent l'esclavage moderne peuvent inclure :

- > La traite des personnes
- > L'esclavage
- > La servitude
- > Le travail forcé
- > La servitude pour dettes
- > Le mariage forcé, et
- > L'exploitation des enfants

Nous évaluons nos risques sous différents angles en ce qui concerne l'esclavage moderne et le risque lié aux tiers en particulier. Il s'agit notamment d'examiner les secteurs industriels (et les services fournis) et les emplacements géographiques, deux domaines spécifiques où le risque potentiel d'esclavage moderne est plus élevé pour notre organisation. Computershare a identifié les secteurs suivants dans ses opérations d'entreprise et sa chaîne logistique dans lesquels l'esclavage moderne pourrait survenir :



Notre groupe de travail sur l'esclavage moderne s'est réuni régulièrement au cours de l'exercice 2024 pour examiner nos activités commerciales et notre chaîne logistique et coordonner la mise en œuvre des changements nécessaires pour se conformer à nos engagements en matière d'esclavage moderne dans l'ensemble du groupe. Ce groupe de travail comprend les cadres supérieurs et le personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise. Le groupe de travail est responsable de l'identification des domaines d'amélioration et de la mise en œuvre de pratiques appropriées pour gérer et atténuer les risques liés à l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos opérations et de nos chaînes logistiques.

Les domaines suivants ont été identifiés pour le suivi et l'examen des risques liés à l'esclavage moderne.

NOS RISQUES EN TANT QUE PRESTATAIRE DE SERVICES FINANCIERS

En tant que prestataire d'un éventail diversifié de services financiers, de gouvernance de d'autres services connexes, Computershare considère que le risque d'esclavage moderne dans son organisation et sa chaîne logistique est faible. Comme pour de nombreuses entreprises de services financiers, certains domaines font l'objet d'une attention particulière. Par exemple, certains emplacements où nous exerçons nos activités sont considérés comme des juridictions à plus haut risque.

Plusieurs de nos services sont des activités réglementées et nous prenons nos responsabilités réglementaires sérieusement. Nous disposons d'un programme de conformité mondial conçu pour garantir que nous traitons nos clients de manière équitable, que nous contrôlons et empêchons l'utilisation abusive de nos produits et services à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et que nous veillons à ce que notre personnel et nos fournisseurs contrôlent et empêchent les pots-de-vin et la corruption dans toutes nos relations d'affaires.

Parmi les régions où nous opérons, un certain nombre d'entre elles sont considérées comme des emplacements à risque moyen selon l'Indice mondial de l'esclavage 2023 (comme indiqué en page 4). Pour Computershare, il y a l'Inde, la Pologne et les Philippines.

Nous avons établi un processus cohérent de diligence raisonnable et d'intégration de nos fournisseurs à l'échelle mondiale. Nous continuerons d'examiner et d'améliorer ces processus pendant l'exercice 2025 au fur et à mesure que nous investissons et étendons nos capacités technologiques de contrôle et de suivi de nos fournisseurs.

Identification des juridictions à haut risque

Au cours de l'exercice 2023, nous avons fait le point sur la mise en place de nos opérations en Inde et, dans cette déclaration, nous avons inclus des informations sur nos opérations en Pologne.

Computershare a acquis un centre d'exploitation à Varsovie, en Pologne, dans le cadre de l'acquisition du groupe Equatex en 2018. Le hub de Varsovie a été créé par Equatex en 2017 en tant que centre d'excellence pour soutenir son activité de Régimes de participation aux bénéfices et est depuis devenu une partie intégrante de l'organisation de Régimes d'actionnariat des employés de Computershare pour la région EMA.

Création du bureau de Varsovie

La Pologne est un emplacement bien établi pour de nombreuses entreprises mondiales. Plus de 1 100 entreprises d'outre-mer ont une présence opérationnelle en Pologne et emploient presque 450 000 spécialistes et experts dans différentes fonctions telles que la finance, la technologie, les ressources humaines, les opérations et le soutien à la clientèle. Des entreprises multinationales du secteur des services bancaires et financiers ont des opérations bien établies en Pologne et cela permet d'accéder à un solide bassin de talents dont les qualifications correspondent au profil de nos activités.

Traitement équitable et conditions de travail

Varsovie est dotée d'une main-d'œuvre qualifiée et éduquée avec un grand nombre d'universités et de centres d'affaires qui ont un profil similaire à celui de Computershare, est facilement accessible par voie aérienne depuis la plupart des grandes villes d'Europe, et bénéficie de bonnes conditions de vie. L'emplacement du bureau du hub de Varsovie a été choisi avec soin au centre-ville pour faciliter l'accès des employés aux transports publics, qui sont bien développés à Varsovie.

En outre, les locaux sont de qualité supérieure et offrent un bon espace de travail aux employés. En accord avec la Politique du groupe Computershare, nous offrons un modèle de travail hybride.

Localement, dans le secteur des services financiers et des centres d'affaires, la relation employé-employeur est fixée à un niveau d'emploi élevé. En plus des cotisations sociales et de santé régulières, les employés de Computershare ont des avantages supplémentaires tels que les soins médicaux et le remboursement des formations et certifications externes. L'équipe de gestion locale surveille les pratiques et tendances générales des autres centres d'affaires afin de s'assurer que nos conditions de travail et nos offres aux employés non seulement répondent aux exigences légales, mais demeurent également attrayantes sur le marché.

Égalité des chances

Nos employés polonais ont aussi accès aux programmes de la région EMA et mondiaux de Computershare. Ils ont été reconnus dans de nombreux prix décernés aux employés pour leurs performances exceptionnelles. De plus, des employés se sont joints à des initiatives mondiales et ont assumé des fonctions dans l'ensemble de l'entreprise. Nous avons mis l'accent sur le développement de notre bassin de talents en Pologne et nous sommes ravis des progrès que nous avons accomplis.

Fournisseurs de qualité et des prestataires de services tiers

Lorsque possible, nos opérations polonaises travaillent avec des fournisseurs mondiaux de niveau 1 réputés pour la qualité de leurs services et leurs normes éthiques. Lorsque des services sont utilisés, nous mettons l'accent sur les entreprises qui fonctionnent de manière durable et prennent soin de leur personnel.

Groupe de soutien Computershare

Des cadres supérieurs, gestionnaires et experts de Computershare venant d'autres emplacements rendent régulièrement visite au hub de Varsovie. Le hub s'est agrandi graduellement avec le temps et est maintenant un centre opérationnel pour les Régimes d'actionnariat des salariés pour la région EMA.

NOS RISQUES EN TANT QU'EMPLOYEUR

Au sein de notre main-d'œuvre directe

Computershare considère que le risque résiduel d'esclavage moderne au sein de notre main-d'œuvre directe est très faible, étant donné que nous avons une surveillance et un contrôle directs de cet aspect de notre organisation et que nous disposons d'une gouvernance et d'une surveillance solides de nos pratiques d'embauche et de nos conditions de travail. Tous les employés au niveau mondial ont au moins l'âge minimum requis pour travailler en accord avec la législation locale et ont la liberté de quitter leur poste s'ils le souhaitent sans aucune retenue salariale.

La majeure partie de la main-d'œuvre possède une compétence ou une qualification dans les services financiers ou les fonctions de soutien et la nature du travail effectué est principalement de bureau ou à domicile. Par ailleurs, Computershare s'engage à respecter strictement toutes les lois du travail applicables et nous maintenons une approche de tolérance zéro à l'égard de l'esclavage moderne au sein de nos opérations. Nous disposons également un environnement politique solide pour soutenir cette démarche (voir l'Annexe A).

Pour aider à gérer nos risques en tant qu'employeur et dans le cadre de notre investissement continu dans les capacités de nos employés, nous nous assurons que notre formation obligatoire couvre les informations dont nos employés ont besoin pour s'acquitter efficacement de leurs rôles, et nous surveillons nos taux d'achèvement dans le cadre de notre cadre de gouvernance de la formation.

Pendant l'exercice 2024, plus de 99 % du personnel admissible a complété nos modules de cours en ligne obligatoires sur les droits de la personne, les mesures de lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent. Tous les employés sont tenus d'attester chaque année du code de conduite du groupe Computershare.

Certaines fonctions au sein de notre entreprise requièrent une compréhension additionnelle des risques de l'esclavage moderne. Au cours de l'exercice 2024, les membres des équipes Approvisionnement, Installations, Recrutement et Personnel, ainsi que ceux impliqués dans l'achat de produits TI et notre groupe de travail sur l'esclavage moderne, ont participé de nouveau à une formation renforcée contre l'esclavage moderne par le biais de Unseen, un prestataire de formation spécialisé dans le Royaume-Uni. Plus de 50 employés ont complété les modules, y compris 20 employés du personnel d'approvisionnement qui ont suivi une formation additionnelle.

Les thèmes abordés lors de cette formation étaient les suivants :

1. L'esclavage moderne et la traite des personnes - Connaître les types et l'étendue de l'esclavage moderne et la traite des personnes dans le monde.
2. Repérer les signes et prendre action - Être capable de repérer les signes d'exploitation sur le lieu de travail et se sentir confiant pour prendre des mesures appropriées et en toute sécurité.
3. Le rôle des entreprises - Comprendre le rôle que jouent les entreprises dans l'esclavage moderne et comment les entreprises peuvent s'attaquer à l'exploitation.
4. Amélioration continue - Reconnaître la différence entre la conformité et l'amélioration continue dans la prévention de l'esclavage moderne.

Tous les individus ont été invités à utiliser cet apprentissage pour s'acquitter de leurs responsabilités quotidiennes.

Les taux d'achèvement pour l'exercice 2024 :

- > L'esclavage moderne dans l'entreprise : 98 % (51 personnes sur 52 ont suivi le cours, la personne restante l'ayant suivi au cours de l'exercice 2025)
- > L'esclavage moderne dans l'approvisionnement : 100 % (20 personnes sur 20)

Nous avons mis en place des mesures de santé et de sécurité au niveau mondial et nous comptons sur tous les employés pour :

- > Respecter et être protégé par toutes les règles et pratiques de sécurité pertinentes
- > Suivre les instructions concernant la sécurité et les pratiques de travail efficaces
- > Avertir leur gestionnaire ou représentant d'équipe s'ils ont connaissance d'une pratique ou d'une activité professionnelle dangereuse ou imprudente

En tant que pratiques de travail recommandées par Being Purple, notre engagement à « faire ce qui est juste » est soutenu par nos initiatives plus larges en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI). Ces programmes aident à promouvoir notre engagement pour les droits de la personne en gardant à l'esprit les principes d'inclusion.

Pour aider à orienter notre stratégie, nous avons établi des groupes et comités, y compris un forum DEI mondial, des groupes de travail DEI et huit groupes de ressources pour les employés. Ces groupes sont dirigés par des employés qui jouent un rôle important dans l'intégration de l'inclusion dans l'entreprise en aidant à promouvoir et à faire connaître les politiques et les stratégies liées aux personnes. Ces groupes sont responsables de la prise de décisions éclairées fondées sur les principes DEI dans les politiques, pratiques et procédures de Computershare en matière de ressources humaines qui appuient les valeurs DEI que sont l'équité, la justice, l'égalité, l'inclusion, le respect, l'intégrité et la valorisation de la personne.

Au sein de notre main-d'œuvre indirecte

Computershare utilise les entreprises de location de main-d'œuvre, principalement aux États-Unis, pour le travail intérimaire. Il s'agit généralement d'un travail axé sur des projets ou pour répondre aux besoins en main-d'œuvre saisonnière. Ces travailleurs temporaires sont des employés de l'entreprise de travail temporaire, qui reste responsable du paiement de leurs salaires et autres avantages. Le risque d'esclavage moderne au sein de ces entreprises de travail temporaire est défini à un niveau résiduel faible.

Computershare utilise aussi un petit nombre de prestataires de services externalisés tiers, généralement basés dans des emplacements où les marchés du travail ont un coût plus faible. Ces marchés ont un risque inhérent d'esclavage moderne plus élevé en raison de la combinaison de salaires plus faible et de lois et pratiques locales moins strictes en matière de travail. Nos processus qui contrôlent et supervisent ces risques et qui s'assurent que nos partenaires sont de bonnes organisations avec lesquelles travailler, dans le respect de l'éthique, sont présentés plus loin dans cette Déclaration.

Nous faisons notre possible pour assurer la cohérence et la transparence des processus que nous suivons lors du recrutement de notre main-d'œuvre indirecte. Nous avons mis en place une politique de filtrage qui impose les vérifications suivantes par un tiers : les vérifications préalables à l'embauche, les vérifications du droit au travail, les antécédents criminels et les pièces d'identité délivrées par l'État. Computershare a instauré un processus interne en cas d'élément rédhibitoires ou de préoccupation soulevée pendant la phase de recrutement, qui nous aide à décider si nous autorisons une personne à travailler ou non. Il existe également un moyen de faire part de ses préoccupations après que des employés indirects aient commencé leur travail.

RISQUES POSÉS AU SEIN DE NOTRE CHAÎNE LOGISTIQUE

Lors de l'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne dans notre chaîne logistique, nous avons regardé en particulier (i) les emplacements géographiques et (ii) les types de biens et de services que nous procurons dans chacune de ces régions géographiques.

Emplacements des risques de la chaîne logistique

Si nous estimons que le profil de risque global de l'esclavage moderne dans notre chaîne logistique est faible, nous sommes conscients que certains emplacements géographiques, de par leur nature, comportent un risque accru d'esclavage moderne. Les mesures que nous avons prises pour atténuer ces risques sont exposées plus loin dans cette déclaration.

Biens et services de notre chaîne logistique à risque élevé

Fournisseurs d'installations et de locaux (p. ex. nettoyage et entretien des locaux)

Computershare s'appuie sur un certain nombre d'entreprises et de services différents pour assurer le bon fonctionnement de nos bureaux. Ils incluent le personnel de nettoyage, les traiteurs, les services publics et les services de sécurité des bâtiments.

Les prestataires de ces types de services ont été reconnus comme utilisant potentiellement une plus grande proportion d'employés intérimaires ; et avec un risque accru que ces employés soient sous-payés, travaillent un nombre d'heures excessif ou n'aient pas reçu une formation adéquate.

Matériel des technologies de l'information

Computershare s'appuie sur de nombreux dispositifs informatiques, tels que des serveurs, des téléphones cellulaires, des ordinateurs personnels, des ordinateurs portables et des tablettes électroniques. Il y a un risque que le matériel que nous procurons par l'entremise de nos fournisseurs puisse avoir été produit dans des conditions contraires aux droits de la personne, telles que le travail des enfants, le travail forcé ou la servitude pour dettes.

Fournisseurs de papier (p. ex. fournisseurs de Computershare Communication Services)

Computershare utilise du papier pour soutenir à la fois ses clients et ses activités internes. Toutefois, lorsque nous achetons du papier, nous comprenons qu'il y a un risque que le papier et les produits du bois provenant de l'industrie forestière mondiale comportent des violations des droits de la personne, y compris le recours au travail forcé, au travail sous contrat et au travail des enfants.

Dans le cadre de notre programme « Net Zero », nous menons des initiatives globales visant à numériser nos produits et réduire l'utilisation de papier associée à la fourniture de nos produits et services à moyen et long terme. Nous cherchons aussi à améliorer les normes de certification et la manière dont nous suivons tous les produits de papier que nous achetons.

Biens non destinés à la revente (p. ex. biens promotionnels)

Computershare utilise un nombre limité d'articles de marque promotionnels pour ses clients, clients éventuels et son personnel. Nous comprenons que la fabrication et l'approvisionnement de ces produits (tels que les vêtements et les articles manufacturés de faible valeur comme les stylos de marque) peuvent présenter des risques accrus d'esclavage moderne, et nous en sommes conscients lorsque nous sélectionnons nos fournisseurs.

NOS RISQUES EN TANT QUE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ

Il existe un risque que nous soutenions, par des dons ou des actions de plaidoyer, des organisations impliquées dans l'esclavage moderne.

Le programme de dons sur le lieu de travail de Computershare, Change A Life, a été fondé en 2005 avec l'objectif de faire une réelle différence dans les communautés du monde entier. Depuis, plus de 12,9 millions d'AU\$ ont été collectés, soutenant l'agriculture durable et la reforestation, la sécurité alimentaire, les cliniques ophtalmologiques mobiles, les secours en cas de catastrophe et une série de programmes visant à promouvoir l'éducation et le bien-être des enfants à risque.

Étant donné que les initiatives encouragées par Change A Life ont lieu dans des pays moins développés, elles comportent un risque plus élevé d'esclavage moderne. Parmi les exemples, on peut citer le recours à des entrepreneurs pour soutenir la construction de l'infrastructure d'une institution caritative approuvée et financée par le programme Change A Life.

RÉPONDRE À NOS RISQUES D'ESCLAVAGE MODERNE

En tant qu'entreprise, nous pouvons mesurer notre succès par rapport aux initiatives des droits de la personne et de l'esclavage moderne dans les secteurs suivants :

EN TANT QUE PRESTATAIRE DE SERVICES FINANCIERS

Notre programme de conformité surveille de près les risques liés aux pots-de-vin et à la corruption et veille à ce que nous respections les lois et règlements en vigueur. Computershare publie sa Politique en matière de pots-de-vin et de corruption et Politique en matière de droits de la personne dans la section Gouvernance de notre site Web. Les deux politiques sont révisées par le conseil d'administration chaque année dans le cadre du cycle de révision des politiques du conseil d'administration.

Notre politique mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent définit des principes et des normes globales pour la gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme au sein de Computershare, ce qui aide à réduire le risque que Computershare finance l'esclavage moderne et répond à nos exigences réglementaires. Nous nous conformons à toutes les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

- › Suivre les principes de Know-Your-Customer (KYC) et la réglementation d'identification des clients - Ils garantissent que nous identifions chaque client avec lequel nous travaillons afin d'évaluer les risques qu'il représente pour nous (par exemple, en cas de responsabilité pénale). Nous filtrons les clients lorsque nous les accueillons, puis périodiquement par la suite (par exemple, en surveillant les « nouvelles négatives » ou les sanctions juridiques prises à leur rencontre).
- › Reconnaître, enquêter et déclarer toute activité suspecte d'un client aux autorités pénales compétentes dans chaque juridiction au sein de laquelle nous faisons des affaires.
- › Protéger la réputation et l'intégrité de l'organisation en veillant à ce que nous ne fassions pas d'affaires ou ne passions pas de contrats avec des clients indésirables qui posent des risques juridiques ou de réputation pour nous.

Computershare respecte les lois applicables en matière de sanctions, et nous soumettons nos clients, nos employés et nos fournisseurs à un contrôle des listes de sanctions pertinentes pour toutes les principales juridictions dans lesquelles nous opérons (y compris les Nations unies, l'OFAC des États-Unis et le HMT du Royaume-Uni, les listes de sanctions du DFAT et de la Nouvelle-Zélande). Cela nous permet d'éviter, par exemple, de faire des affaires avec de grands criminels organisés ou des entités sanctionnées susceptibles de pratiquer l'esclavage moderne dans le cadre de leurs opérations et de commettre d'importantes violations des droits de la personne.

Nos modules d'apprentissage réglementaire (couvrant nos obligations dans le cadre de nos politiques de groupe sur des questions telles que les droits de la personne, les mesures contre la corruption, le blanchiment d'argent, le filtrage des sanctions, la confidentialité des données, la santé et la sécurité au travail, le bien-être, l'ESG, la discrimination et le harcèlement, l'accessibilité, la diversité et l'inclusion) ont été remaniés en utilisant une approche d'apprentissage adaptatif. Cette approche vérifie chaque année la rétention des connaissances du personnel, ce qui nous donne l'assurance que les comportements acquis que nous détaillons dans notre cadre de travail « Being Purple » sont intégrés. Ceux-ci soutiennent notre environnement politique et notre Code de conduite mondial (voir Annexe « A »).

En outre, nos politiques clés sont révisées annuellement, tout comme nos modules de formation, afin de s'assurer qu'elles restent à jour et conformes à toute modification réglementaire. Nous contrôlons, rapportons et gérons les taux d'achèvement des formations obligatoires dans le cadre de notre gouvernance en matière de formation. Les employés qui ne suivent pas la formation obligatoire sur la conformité sans raison valable peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires.

Les taux de réussite de la formation relative à l'esclavage moderne au cours de l'exercice 2024 :

Les trois modules de formation touchent à différents aspects de l'esclavage moderne et doivent être suivis par tous les employés dans les différents mois de l'année civile. La formation suivante est disponible dans sept langues.

Computershare et moi, incluant la formation sur les droits de la personne : 99,21 % de réussite (= vs. Exercice 2023)

Comportements éthiques et lutte contre les pots-de-vin et la corruption : 99,12 % de réussite (-0,49 % vs. Exercice 2023)

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : 99,13 % de réussite (-0,45 % vs. Exercice 2023)

EN TANT QU'EMPLOYEUR

Nous appliquons un processus d'intégration rigoureux qui comprend la confirmation du statut de visa approprié et des droits de travail, conformément à la législation en vigueur dans toutes les juridictions où nous opérons. Il s'agit de payer au moins le salaire minimum national, d'offrir au moins le minimum légal de congés et de contrôler et maintenir les dossiers requis pour les visas de travail. Tout le personnel doit suivre toutes les formations réglementaires pertinentes (y compris la formation aux droits de la personne) dans les quatre semaines qui suivent son entrée dans l'entreprise.

Notre main-d'œuvre indirecte comprend le personnel qui est employé par des entreprises locales de travail temporaire et les employés de nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger, qui sont principalement des employés d'arrière-guichet et de technologies de l'information. Les entreprises travail temporaire sont principalement situées aux États-Unis et sont sujettes à des processus rigoureux d'intégration et de diligence par le biais de notre fonction de gestion des fournisseurs. Ces firmes sont également soumises à des engagements contractuels solides qui les obligent à respecter toutes les lois du travail applicables.

Nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger sont des prestataires de services réputés avec lesquels Computershare a établi des relations à long terme. Alors que les réunions régulières avec nos prestataires de services d'externalisation sont essentiellement virtuelles, les représentants principaux de Computershare se déplacent également pour rendre visite à ces prestataires de services de manière périodique. Ces prestataires sont tenus par contrat d'adhérer à nos politiques et normes et nombre d'entre eux ont publié leur propre position sur l'esclavage moderne et les droits de la personne, qui est réexaminée périodiquement afin de s'assurer qu'elle est alignée sur nos politiques et normes. Nous avons aussi un audit contractuel et des droits d'inspection sur leurs opérations et leur chaîne logistique.

Computershare ne tolérera ni n'approuvera aucun lien, preuve ou soupçon de pratiques d'esclavage moderne sur son lieu de travail. Les politiques et procédures en matière de griefs et de dénonciation de Computershare sont disponibles pour que tout signalement de telles pratiques soit déclaré et fasse l'objet d'une enquête approfondie. Nous continuons à intégrer des principes d'équité et d'inclusion dans nos politiques et pratiques en matière de personnel et dans nos protocoles de prise de décision.

Dans chaque pays où opère Computershare, l'entreprise se conforme à toutes les exigences légales en matière de rapports sur la diversité. Computershare est tenue de présenter un rapport annuel sur la parité hommes-femmes en Australie, Afrique du Sud et aux États-Unis, et nous fournissons également ces données tous les quatre ans en Suisse. À l'avenir, nous présenterons également un rapport en Irlande. Nos rapports en Australie et aux États-Unis sont publiés en externe et des liens vers ces rapports sont disponibles sur la section Gouvernance de notre site Web.

EN TANT QU'ACHETEUR DE BIENS ET DE SERVICES

Nous demandons à tous les nouveaux fournisseurs, ainsi qu'aux fournisseurs au moment de l'examen, d'attester qu'ils disposent de leur propre politique en matière de droits de la personne et de l'équivalent de notre Code de conduite des fournisseurs, que nous examinons, ou de confirmer qu'ils s'engagent à se conformer aux règles de Computershare.

Nous cherchons activement à obtenir la confirmation de nos fournisseurs qui n'ont pas encore répondu à notre demande.

Les équipes d'approvisionnement au niveau mondial suivent actuellement les fournisseurs en fonction de leurs dépenses et des risques qu'ils présentent. Actuellement, ce processus fait l'objet d'un suivi manuel et nous souhaitons évoluer vers un processus automatisé et technologique dans lequel les fournisseurs seront tenus de confirmer qu'ils respectent nos exigences sur une base annuelle.

En plus des 300 meilleurs fournisseurs, nous suivons également d'autres fournisseurs à haut risque dans le monde entier sur la base des catégories d'approvisionnement suivantes : installations et locaux ; matériel informatique ; papier ; et/ou biens non destinés à la revente.

Nous continuons à travailler avec notre base de fournisseurs pour nous assurer que nous comprenons leur position et nous travaillons avec eux sur les domaines identifiés comme devant être améliorés.

EN TANT QUE MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ

Lors de l'identification et de la sélection de projets à soutenir appropriés pour Change A Life, Computershare entreprend un processus de diligence raisonnable avant de s'engager dans un partenariat avec l'organisation de bienfaisance. Cela nous aide à comprendre les processus de gouvernance suivis par l'organisation de bienfaisance, les autres entreprises impliquées, le soutien qu'elle apporte et à qui, et à vérifier qu'il n'y a pas eu de couverture médiatique négative. Computershare visite l'emplacement de son projet majeur, rencontre régulièrement ses partenaires de bienfaisance sélectionnés et leur demande de lui fournir des rapports annuels sur l'état d'avancement de ses projets.

REMÉDIATION

Computershare s'engage à mettre en œuvre un plan de remédiation s'il s'avère que nous avons causé des cas d'esclavage moderne, que nous y avons contribué ou que nous y avons été liés de quelque manière que ce soit. À cette fin, nous avons mis en œuvre lors de l'exercice 2023 une Politique de remédiation en suivant les conseils de « Stronger Together ». Pendant l'exercice 24, Computershare a revu et mis à jour sa politique et a mis en œuvre une norme mondiale sur l'esclavage moderne, qui complète la politique de Computershare sur les droits de la personne et la politique de remédiation à l'esclavage moderne. L'objectif de la présente norme est de définir les normes suivies par Computershare pour gérer le risque que l'esclavage ou la traite des personnes puisse survenir dans nos opérations ou dans celles des personnes impliquées dans notre chaîne logistique, ainsi que les normes de sécurité que Computershare appliquerait en réponse à toute allégation d'esclavage moderne qui pourrait survenir.

Aucun cas n'a été signalé au cours de cette année de déclaration. Si nous devons le faire à l'avenir, nous attendrions de la partie en infraction qu'elle remédie aux problèmes et nous collaborerions avec elle à cette fin. Si elle ne pouvait le faire à notre satisfaction, nous chercherions à faire appel à un autre fournisseur.

Computershare est consciente que nous pouvons influencer nos fournisseurs (l'étendue de cette influence peut dépendre de la taille du fournisseur ainsi que du type et de la durée de notre engagement avec lui), et nous voulons faire ce qu'il faut en utilisant cette influence pour aider à apporter des changements pour le mieux en ce qui concerne les personnes impliquées dans nos opérations et notre chaîne logistique.

ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE NOS ACTIONS

Computershare s'engage à améliorer continuellement son programme de travail en ce qui concerne la compréhension, la réduction et l'élimination du risque d'esclavage moderne dans le cadre de ses opérations existantes et de sa chaîne logistique. Nous estimons avoir bien progressé dans la compréhension et l'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne et nous avons examiné l'efficacité de nos actions et suivi notre performance au cours de l'exercice 2024 au moyen des mesures suivantes :

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Nombre d'infractions à la politique des droits de la personne - Aucune

Pourcentage du personnel qui a complété les modules de formation réglementaires :

- › Comportements éthiques et lutte contre la corruption - 99,12 % du personnel éligible
- › Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme - 99,13 % du personnel éligible
- › Formation aux droits de la personne (Cours Computershare et moi) - 99,21 % du personnel éligible

Computershare continue à développer ses politiques et ses suites de normes autour de l'esclavage moderne, l'ESG, la lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent et de veiller à ce que l'ensemble du personnel ait attesté du respect du code de conduite du groupe Computershare. Les rapports exigés par toutes les entités déclarantes, avec des exigences spécifiques concernant l'esclavage moderne, sont réalisés sous la supervision des conseils d'administration concernés.

SUIVI

Les actions prises jusqu'à présent en relation avec notre chaîne logistique ont permis d'améliorer le processus d'identification, d'évaluation et de traitement des risques liés à l'esclavage moderne ; et au cours de l'exercice 2024, nous avons surveillé les mesures suivantes :

Suivi de la chaîne logistique

Examen des positions des 300 principaux fournisseurs en matière de droits de la personne/l'esclavage moderne

Examen des positions des fournisseurs à haut risque sur les droits de la personne/l'esclavage moderne

Poursuite du suivi et de l'examen des résultats du filtrage des sanctions lors de l'intégration des fournisseurs

Nombre de rapports d'esclavage ou de traite des personnes par le programme de dénonciation

PROGRAMME DE DÉNONCIATION

Notre programme de dénonciation permet aux employés de faire des rapports, y compris de façon anonyme, s'ils ont connaissance d'un comportement à signaler ou s'ils le soupçonnent. Le Programme de dénonciation est largement promu en interne, notamment dans notre Code de conduite.

Les problèmes peuvent être signalés sur notre [Tribune téléphonique mondiale de dénonciation/site Web externe](#), fournie par un opérateur tiers indépendant, EthicsPoint. Ce service facilite la déclaration anonyme et confidentielle et est accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine dans toutes les régions où Computershare opère.

Tous les rapports soumis par le service sont transmis à la fonction de dénonciation de Computershare pour examen et, le cas échéant, une enquête est menée. Le comité des risques et de l'audit du groupe et le comité du personnel et de la culture supervisent tous les rapports de dénonciation qui font l'objet d'une enquête dans le cadre de ce processus.

Aucun incident d'esclavage moderne ou de traite des personnes n'a été signalé par ce moyen au cours de la période de référence.

GESTION DES RISQUES

Computershare a une équipe de gestion des risques mondiale qui est responsable du maintien du cadre de travail du risque mondial. Cela comprend les politiques mondiales, les processus et outils pour stocker et gérer l'ensemble des registres de risque de Computershare, les évaluations et les plans d'action qui en découlent en ce qui concerne l'esclavage moderne. Toutes ces activités fournissent un aperçu continu de l'efficacité des mesures prises à la suite de l'évaluation des risques d'esclavage moderne.

Ces processus nous permettent de suivre les changements dans nos activités, tels que notre empreinte géographique, la conduite d'affaires avec des vendeurs, des clients et des fournisseurs à haut risque et si nous découvrons des preuves d'esclavage moderne au sein de Computershare ou de notre chaîne logistique. Cela déclencherait un examen et une mise à niveau du risque et la création de plans d'action dans le cadre de notre processus de gestion des risques afin de gérer et d'atténuer les cas éventuels.

Aucun déclencheur d'examen n'a nécessité d'action au cours de la période de référence.

REGARD VERS L'AVENIR

Notre programme d'esclavage moderne soutiendra notre engagement continu en faveur de l'ESG et d'une gestion efficace du risque d'esclavage moderne dans l'ensemble de nos opérations et de notre chaîne logistique. Nous considérons les points suivants comme prioritaires pour étayer nos efforts futurs dans ce domaine important.

AMÉLIORATION CONTINUE DE LA GESTION DES FOURNISSEURS

Le Code de conduite des fournisseurs, publié en juin 2023, définit les principes d'intégrité et d'éthique, les droits de la personne, les normes sociales et du travail, et les normes environnementales que nous demandons à nos fournisseurs de respecter. Notre attention continue de porter sur l'intégration de ce Code de conduite dans nos processus d'approvisionnement et nous demandons aux fournisseurs existants de s'y conformer.

Notre équipe d'approvisionnement continue de travailler à la mise en œuvre d'une nouvelle plateforme technologique pour assurer un suivi plus efficace de nos fournisseurs. Nous sommes également en train d'examiner nos 300 premiers fournisseurs en termes de dépenses afin d'évaluer leur position et leurs engagements en matière d'ESG.

AMÉLIORER NOS INDICATEURS DE RISQUE

Au cours de l'exercice 2025, nous améliorerons nos mesures de déclaration des risques pour inclure les indicateurs d'esclavage moderne liés à notre entreprise. Ces mesures feront partie de nos processus habituels de gouvernance et de notre rapport normalisé sur les mesures de risque, y compris la surveillance exercée par les cadres supérieurs, fournissant une assurance lorsque les indicateurs de risque sont dans les limites des niveaux de tolérance et des détails des mesures prises lorsqu'elles ne respectent pas les niveaux de tolérance.

Computershare s'est engagée à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services. Computershare souhaite être transparente dans les façons dont nous gérons le risque de l'esclavage moderne dans nos opérations et dans notre chaîne logistique. Cette déclaration démontre notre sérieux dans l'implémentation et l'application de systèmes et de contrôles efficaces dans l'ensemble de notre entreprise et de notre chaîne logistique pour soutenir ces engagements.

Nous continuerons à construire sur les efforts de l'exercice 24, à la fois dans notre organisation et dans nos relations de travail avec nos fournisseurs.

ANNEXE A

Les valeurs d'entreprise de Certitude, Ingéniosité et Avantage, soutenues par nos méthodes de travail « Being Purple », guident nos employés sur la manière dont ils doivent agir et conduire leurs affaires. Par ailleurs, nous avons une suite de politiques qui définissent des attentes claires pour chaque employé.

Code de conduite mondial	Le Code de conduite définit nos attentes générales en ce qui concerne la conduite appropriée de tous les employés. Les principes fondamentaux du Code de conduite forment la base pour toutes nos politiques et procédures. Le Code de conduite sert de guide pour aider notre personnel à faire le bon choix lorsque confronté à une décision éthique.
Politique mondiale des droits de la personne	Nous considérons que les entreprises ont un rôle important à jouer dans le respect des droits de la personne - nous nous félicitons des évolutions législatives et autres qui visent à améliorer la protection de certaines des personnes les plus vulnérables au monde.
Politique de diversité, d'équité et d'inclusion	Computershare voit la diversité comme une source de force. Nous travaillons dur pour nous assurer que tout le monde soit inclus dans notre organisation, en retirant les barrières et les obstacles pour donner à chacun une chance égale de réussir. Nous croyons dans l'égalité et l'inclusion sans égard pour l'âge, l'ethnie, l'origine culturelle, l'identité de genre, l'état matrimonial ou familial, la religion, les handicaps, l'origine socio-économique ou l'orientation sexuelle. Cela s'applique à tout le groupe, dans le monde entier, sans exception.
Politique de dénonciation	Cette politique soutient l'engagement de Computershare à respecter les normes les plus élevées en matière de conduite éthique et à fournir à tous ceux qui travaillent à Computershare les moyens de faire part de leurs préoccupations, sans crainte de représailles, en ce qui concerne les comportements à signaler.
Politique de lutte contre les pots-de-vin et la corruption	Computershare adopte une approche de tolérance zéro contre la corruption à l'égard des pots-de-vin et de la corruption et s'engage à agir de manière professionnelle, équitable et intègre dans toutes ses transactions et relations commerciales, où qu'elle opère. Un élément essentiel de la réussite du groupe Computershare est notre culture et notre réputation d'honnêteté, d'éthique et de responsabilité juridique.
Politique de sanctions globales	Il est essentiel que Computershare respecte les exigences légales et réglementaires applicables en matière de sanctions économiques et commerciales. Cette politique définit l'engagement de Computershare de rester en conformité avec ces exigences et de réduire ou d'éliminer l'exposition des entreprises, des entités et des employés de Computershare aux risques provenant de pays, d'entités et de personnes sanctionnés.
Politique environnementale, sociale et de gouvernance	Computershare gère les risques ESG en menant ses activités d'une manière qui lui permette de continuer à réussir et à être rentable, tout en conciliant ses besoins avec ceux de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs, de ses actionnaires, des communautés et de l'environnement.
Politique de remédiation en matière d'esclavage moderne	L'objectif de ce document est de fournir des étapes à appliquer par Computershare au cas où elle aurait connaissance d'un cas d'esclavage moderne au sein de sa propre entreprise ou de celle de ses fournisseurs.

ANNEXE B

Section 1 : Message du président directeur général

Section 2 : À propos de notre déclaration

Section 3 : Notre organisation et notre chaîne logistique

Section 4 : Notre approche de la gestion des risques

Section 5 : Comprendre et évaluer les risques de l'esclavage moderne dans nos opérations et notre chaîne logistique

Section 6 : Répondre à nos risques d'esclavage moderne

Section 7 : Évaluer l'efficacité de nos actions

Section 8 : Regarder vers l'avenir

Loi australienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Référence dans cette Déclaration	Loi britannique sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Loi canadienne sur l'esclavage moderne
Identifier l'entité déclarante	Section 2 Section 3	Identification de l'entité avec les obligations de déclaration (s. 54(2))	Identification de l'entité avec les obligations de déclaration (s.c.2023, c.9 partie 2 11(1))
Décrire la structure de l'entité, les opérations et les chaînes logistiques	Section 2 Section 3	Structure de l'organisation, entreprise et chaînes logistiques (s. 54(5)(a))	Structure de l'organisation, entreprise et chaînes logistiques (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(a))
Décrire les risques des pratiques de l'esclavage moderne dans les opérations et la chaîne logistique de l'entité déclarante et toutes les entités qu'elle possède ou contrôle	Section 4	Les parties des activités et des chaînes logistiques de l'organisation qui présentent un risque d'esclavage et de traite de personnes, et les mesures qu'elle a prises pour évaluer et gérer ce risque (s. 54(5)(d))	Les parties de ses activités et chaînes logistiques qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que les mesures prises pour évaluer et gérer ce risque ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(c))
Décrire les mesures prises par l'entité déclarante et toute entité qu'elle possède ou contrôle pour évaluer et traiter ces risques, y compris les processus de diligence raisonnable et de remédiation	Section 5 Annexe A	Les politiques de l'organisation en matière d'esclavage et de traite des personnes ; ses procédures de diligence raisonnable en matière d'esclavage et de traite des personnes dans ses activités et ses chaînes logistiques ; la formation à l'esclavage et à la traite des personnes dont dispose son personnel (s. 54(5)(b), (c), (f)) Mesures prises par l'organisation au cours de l'exercice financier pour s'assurer que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu (i) dans l'une de ses chaînes logistiques et (ii) dans une partie de ses propres activités (s. 54(4))	Mesures prises par l'organisation pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(d)) Politiques de l'organisation et processus de diligence raisonnable en matière de travail forcé et de travail des enfants ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(b))
Décrire comment l'entité déclarante évalue l'efficacité de ces actions	Section 6	Efficacité de l'organisation à garantir que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu dans ses activités ou ses chaînes logistiques, mesurée à l'aide des indicateurs qu'elle juge appropriés (s. 54(5)(e))	Comment l'organisation évalue son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes logistiques ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(g))

Loi australienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Référence dans cette Déclaration	Loi britannique sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Loi canadienne sur l'esclavage moderne
Décrire le processus de consultation avec (1) toute entité que l'entité déclarante possède ou contrôle, et (2) pour une entité déclarante couverte par une déclaration conjointe, l'entité couverte par une déclaration conjointe, l'entité qui donne la Déclaration.	Section 2	S.O.	S.O.
Informations que l'entité déclarante, ou l'entité qui donne la Déclaration, considère comme pertinentes.	Section 1 Section 7	S.O.	S.O.
S.O.	Section 5 Section 6	S.O.	Formation dispensée par l'organisation à ses employés sur le travail forcé et le travail des enfants ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(f))
S.O.	Section 6	S.O.	Les mesures prises pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes logistiques ((s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(e))